

Plus d'articles sur le site
www.letc.fr

Culture
Entretien avec le
groupe Tryoland
p.7

- **Hauts-cantons**
Sentiments d'abandon p.5
- **Une militante infatigable**
Armande Maillet - Camo p.6



2€ - N°3334 - Semaine du 15 au 21 mai 2020

Déconfinement p.4

LA DEBROUILLE



Les jours heureux?



L'heure du déconfinement a sonné. Mais si l'attestation pour sortir acheter son pain n'est plus nécessaire, l'horizon est loin d'être dégagé. Contrairement à ce que peuvent laisser penser quelques stupides attroupements, l'heure reste au respect strict des gestes barrières.

Cette délivrance laisse un goût amer. Elle se fait sans tests suffisants, sans masques gratuits. Des milliers de salariés, la peur au ventre, ont retrouvé dans les transports en commun et les entreprises la cohorte de ceux qui avaient continué de travailler en « première ligne ». La reprise scolaire se fait dans des conditions déplorables. Outre le fait qu'une immense majorité d'élèves ne retrouvera pas le chemin de l'école cette semaine, les conditions dans lesquelles s'ouvrent les classes ne permettent pas d'assurer un enseignement. Loin de résoudre le problème des inégalités posé par l'école à distance, cette reprise les accroît. Encore plus inquiétant, il semble bien que le ministre de l'Éducation entende profiter de cette situation pour pérenniser une destruction lente du système éducatif. Ne s'apprête-t-il pas à réduire le nombre d'heures de classe pour toute l'année prochaine ?

Dans le secteur de la santé, loin de tirer les enseignements de la lutte menée des personnels soignants contre la pandémie, l'heure est au retour aux vieux critères purement financiers. Le ministre de la Santé ne vient-il pas d'annoncer le retour progressif aux 5 000 lits de réanimation disponibles dans tout le pays ? Ne retrouvons-nous pas, à nouveau, des patients en attente de lits sur des brancards ?

C'est aussi la même chose pour les entreprises. Gouvernement et Medef se retrouvent pour entonner le même refrain sur l'augmentation du temps de travail (à l'heure où les chiffres du chômage vont exploser !) et les sacrifices que devraient accepter les salariés.

Visiblement, les jours d'après que nous préparent Emmanuel Macron et Édouard Philippe sont les mêmes que les jours d'avant. Voire pire ! Pour imposer cette vision libérale, l'état d'urgence sanitaire prolongé et élargi ne vise qu'à renforcer les pouvoirs monarchiques de l'exécutif, à étouffer les libertés publiques et donner encore plus de marges de manœuvre aux chantres de l'ultralibéralisme.

Hier, des forces immenses s'étaient levées pour défendre le droit du travail, le climat, les retraites par répartition, l'égalité hommes-femmes ou en revêtant un gilet jaune. Ces dernières semaines, les mêmes, souvent, se sont battus à leur poste de travail pour l'intérêt général. D'autres encore ont été à l'avant-garde des solidarités concrètes au service des autres. N'est-il pas temps qu'ils se fassent entendre, qu'ils se rassemblent pour reconstruire un autre monde, celui des vrais jours heureux ?

Monsieur le Président

France Inter. Comme chaque jour, une lettre ouverte au président de la République est lue au micro de la radio de service public. Extraits de la lettre signée d'Isabelle Adjani.

« Vous occuperez tout le terrain au profit de la seule vérité poétique constamment aux prises, elle, avec l'imposture et indéfiniment révolutionnaire, à vous. »

Aujourd'hui, je vous écris ces quelques mots de René Char qui semblent s'adresser à nous les artistes, les auteurs... et à tous ceux, toutes catégories confondues qui œuvrent à la culture, à l'art, à la création dans ses inépuisables formes d'expression et de représentation. Infinie source d'oxygène.

Ce qui s'appelle vital.

Ces mots pourraient-ils vous inspirer ? Car nous, qui faisons respirer cet oxygène-là, c'est à dire la culture, allons bientôt expirer si vous ne tombez pas le masque pour nous donner les moyens de vivre et pour beaucoup, de survivre, avant que l'ouvrage ne reprenne (...).

Ayons l'audace d'imaginer - car faire preuve d'imagination, ça, nous savons le faire - que nous avons notre propre Ministère, un Ministère qui se nomme Ministère de la Culture et qu'on y débat de l'exception culturelle française.

Alors, voilà notre supplique

Monsieur le Président,

Mobilisez-vous sans exception aucune, en faveur de toutes les personnes qui œuvrent pour l'art et ce que contient et représente la culture pendant tout le temps qu'il faudra.

Oui, il va falloir prolonger les droits des intermittents du spectacle ; oui, il va falloir ouvrir de nouveaux droits pour les contrats courts ne bénéficiant pas du régime de l'intermittence ; oui, il va falloir empêcher la fermeture définitive des espaces culturels (quelle que soit leur taille et leur vocation) ; oui, il va falloir exonérer de charges celles et ceux qui dépendent des URSSAF des artistes et des auteurs...

Oui, Monsieur le Président, nous vous attendons à la hauteur de la fierté avec laquelle vous brandissez, comme tous les autres présidents de la Ve République avant vous, la culture française comme le plus bel étendard de notre pays.

Alors Monsieur le Président, il est temps de déclarer l'état d'urgence culturelle, une urgence sans condition, une urgence sans restriction, une urgence où la liberté de créer ne sera pas remise en question parce que la culture est incompatible avec la distanciation sociale, parce que l'art est un état où la liberté est une nécessité, l'art est un état où la liberté fait loi.

L'état d'urgence culturelle : c'est défendre un patrimoine vivant qui appartient à tout le monde en France.

Aidez-nous à sauver ce bien démocratique commun et inestimable qu'est notre culture.

Paris, le 4 mai 2020

La lettre intégrale est sur le site www.letc.fr

Jean Vila, maire de Cabestany s'adresse au préfet

Le 4 mai, à la veille du déconfinement, Jean Vila, maire de Cabestany, a adressé une lettre au préfet des Pyrénées-Orientales. Il y note que depuis le confinement et aujourd'hui encore les déclarations du gouvernement ont défini un nouveau couple en charge de leur mise en place, le préfet et le maire. Or fait-il remarquer « depuis ces presque deux mois je n'ai personnellement eu aucun contact, aucune circulaire des services de la préfecture pour m'expliquer comment ce couple allait prendre ensemble les mesures nécessaires ». Il passe en revue l'ensemble des problèmes qui, après les contraintes du confinement se posent aux maires, pour réaliser le déconfinement : absence de masques, conditions matérielles et sanitaires indispensables pour le retour aux écoles, notamment. Il met en évidence le poids financier imposé aux communes, estimant que l'État qui fait des efforts pour l'économie doit aussi prendre des mesures pour aider les mairies. Le préfet étant le seul représentant de l'État dans le département, le maire de Cabestany lui demande de transmettre les inquiétudes et les difficultés des maires au ministre de l'Intérieur, son autorité de tutelle.

A lire sur www.letc.fr

National

- L'État, mais pas que l'État par Roger Hillel
- Lettre au président, d'Isabelle Adjani
- Le jour d'après par Yvan Ramel
- En Català version traduite. Rubrique Lu, vu, entendu par C&C

suivez-nous sur



Annonces

- Du lundi au vendredi de 17h30 à 18h sur le Facebook du PCF, pendant le confinement, une personnalité répond à vos questions en direct. Rediffusion sur 66.pcf.fr et le Facebook du PCF.
- L'appel du journal l'Humanité pour la gratuité des masques : <http://66.pcf.fr/15377>. Signez et faites signer cette appel et partagez le sur les réseaux sociaux.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de publication
René Granmont
Administrateur Remi Cathala
Conception
Priscilla Beauclair
Une © Delgé

Illustrations : © Delgé
Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault
Publicité Richard Siméon

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

☐ 6 mois : 40€

☐ 1 an : 78€

Site+papier

☐ 1 an : 100€

Site

☐ 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Trump menace la Chine

Coronavirus. Le président américain menace d'exiger des Chinois des réparations énormes pour leur « supposée » responsabilité dans l'apparition du virus.

En difficulté au plan intérieur pour sa gestion catastrophique de la crise du covid-19, Trump évoque la possibilité d'exiger de la Chine des réparations à titre compensatoire. Après ses élucubrations sur l'ingestion de désinfectant pour combattre l'épidémie, le locataire de la Maison Blanche n'a pas hésité à brandir l'arme financière et économique. Seulement les temps ont changé. La Chine de 2020 n'est plus celle du début du vingtième siècle, où les puissances occidentales, profitant de la révolte des Boxers, faisaient main basse sur de vastes pans de l'économie chinoise. En installant des « concessions » ou « légations » dans les grandes villes, ces puissances mettaient, de fait, les autorités du pays sous tutelle. Les Chinois n'ont jamais oublié cette période qu'ils ont vécue comme une humiliante vexation. Leur sentiment national s'en est trouvé exacerbé.

Les rôles se sont inversés

Aujourd'hui la Chine détient environ 1 170 milliards de dollars (950 milliards d'euros) d'obligations du Trésor amé-

ricain, ce qui en fait le créancier étranger numéro un des États-Unis et le deuxième propriétaire de titres du gouvernement américain après la Réserve fédérale des États-Unis. Jeff Klingelhofer, gestionnaire de portefeuille chez Thornburg Investment Management, est affirmatif : « Si (la Chine) voulait appuyer sur le bouton nucléaire monétaire, si elle était déterminée à liquider ses bons du Trésor, cela aurait un impact immédiat et temporaire sur les marchés monétaires aux États-Unis ». Brad Setser, du Council on Foreign Relations à New York, estime que la Chine peut vendre des bons du Trésor et acheter de la dette européenne ou japonaise à plus faible rendement. Plus vraisemblablement selon Brad Setser, si la Chine voulait faire monter les enchères, elle laisserait le yuan se déprécier face au dollar américain. Une telle décision anéantirait l'objectif de relance de la production américaine affiché par l'administration Trump. Le yuan est actuellement à son plus haut niveau depuis deux ans et demi.

Une posture impérialiste dépassée

L'analyse des rapports de force avec la Chine du président américain date d'une autre époque. Depuis plusieurs dizaines d'années, « l'Empire du milieu » n'est plus ce pays affaibli sur lequel les occidentaux venaient « s'essuyer » les pieds. C'est un pays moderne et puissant dont l'influence ne cesse de grandir dans le monde. Les États-Unis ne sont plus en mesure de dicter leur loi au régime de Pékin. Les rodomontades de Trump ne sont là que pour masquer la faillite de sa gestion de la crise sanitaire à l'intérieur. Fidèle à son image d'éléphant dans un magasin de porcelaine, le président des États-Unis a sans doute voulu « montrer les muscles » pour conforter son électorat à six mois des présidentielles. C'est un jeu dangereux qui pourrait mettre en péril la stabilité et la paix dans le monde.

Roger Rio



Pandémie : les USA auraient des "preuves immenses" de la responsabilité chinoise

L'excision en passe de devenir illégale au Soudan

Droits de la femme. Le Soudan se dirige vers une pénalisation de l'excision.

Un amendement au code pénal relatif à la pénalisation de l'excision a été approuvé par le gouvernement du Soudan. Il rend leurs auteurs passibles de trois ans d'emprisonnement et d'amendes. La loi se trouve désormais en attente de promulgation. La mesure intervient une année après la chute du régime d'Omar el Béchir, sous la pression de la rue.

Alors que l'ex-autocrate, à la tête du pays durant 30 ans après un coup d'État soutenu par les Islamistes, avait écarté un projet de loi contre l'excision en 2015, c'est tout sauf un hasard. Les femmes soudanaises ont joué un rôle de premier plan dans cette révolte qui a débouché,

après la chute de Béchir en avril 2019, sur la formation d'un gouvernement de transition, vers un pouvoir civil l'été suivant.

Près de neuf femmes sur dix ont déjà subi l'excision

Avant même sa promulgation, l'amendement a d'ores et déjà été salué par les organisations de défense des droits humains, qui ont inlassablement plaidé cette cause durant des décennies. « C'est un grand pas pour les femmes soudanaises », déclare une militante. « Cette pratique n'est pas seulement une violation des droits des jeunes femmes, elle a de graves conséquences

pour la santé physique et mentale », renchérit Abdullah Fadil, représentant de l'Unicef à Khartoum.

L'excision, qui peut être mortelle dans certains cas, est encore vue comme un « rite de passage » près de neuf femmes sur dix l'ont subie, selon les Nations Unies. C'est aussi le cas dans un nombre encore significatif de pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie, en particulier en milieu rural.

Pénaliser l'excision n'est pas contraire à la religion

Selon les défenseurs des droits des femmes, l'excision a même regagné au cours des trois dernières décennies. Si les

Les voyous yankees

Les autorités vénézuéliennes viennent de capturer un groupe de mercenaires débarqués sur les côtes non loin de la capitale Caracas. Ce groupe était commandé par deux Américains, ex des forces spéciales US, et employés d'une agence militaire privée sous-traitante pour le compte du Pentagone. Le but de l'expédition était de constituer des groupes armés afin de fomenter des troubles dans le pays et de déstabiliser le régime du président Maduro. Les USA renouent avec les bonnes vieilles recettes du terrorisme d'état pratiqué, en particulier, contre Cuba. Il semble qu'il soit dans l'ADN des USA d'utiliser des méthodes de gangster pour traiter des relations internationales.

Mort d'un ancien bourreau franquiste

La mort à Madrid de l'ancien policier franquiste Antonio González Pacheco, surnommé Billy el Niño, due au covid-19, a relancé en Espagne le débat sur l'impunité dont continuent de bénéficier les auteurs des crimes du franquisme. Spécialiste de la lutte anti-communiste, il était célèbre pour son sadisme et sa cruauté. Il coupait les mains des prisonniers, matraquait leurs parties génitales et pratiquait le supplice de la baignoire, grande spécialité de la Gestapo. Des associations de victimes ont dénoncé l'impunité dont il a bénéficié depuis la mort de Franco. Il est le symbole de cette Espagne qui n'a jamais soldé les comptes du franquisme, ce que la crise catalane a parfaitement illustré, avec des prisonniers politiques incarcérés depuis plus de deux ans et demi sans qu'ils aient attenté à la vie de qui que ce soit. D'après El País, l'État espagnol débourse chaque année quelque 18 millions d'euros pour financer les avantages liés à ces décorations policières et militaires de l'époque franquiste.



milieux les plus conservateurs estiment qu'elle préserve la chasteté, nombre de chefs religieux se sont prononcés contre. « Pénaliser l'excision n'est pas contraire à la religion. Il n'y a pas de textes religieux qui permettent la circoncision des femmes », souligne une militante de 28 ans. La loi seule ne suffit pas, une initiative de lutte et de sensibilisation contre l'excision est indispensable.

Dominique Gerbault

Français, débrouillez-vous !

Covid-19. Alors que le déconfinement est là, le gouvernement patauge dans une crise où chaque jour qui passe souligne, outre l'improvisation, la prise des pleins pouvoirs.

Le virus allait nous percuter, on le savait, et pourtant ! Incapacité à tous les étages : Incapacité à fournir les masques nécessaires aux soignants, incapacité face à la pénurie à mettre en œuvre la production sur notre territoire, de masques, de gants, de combinaisons, de gel hydro-alcoolique ! Incapacité à injecter, dès fin janvier, des moyens suffisants dans les hôpitaux pour les préparer à cette pandémie annoncée. Incapacité à lancer la production de kits de dépistage en quantité industrielle, pour que les français puissent se faire tester et s'isoler. Sans craindre le ridicule ni la contradiction le mensonge d'État est à l'œuvre, dans les médias, au Parlement et au Sénat. Lorsque le premier Ministre déclare à l'Assemblée : « Il est arrivé que nous doutions de notre capacité à garantir l'approvisionnement en masques », il omet de préciser que faute de protections, plusieurs milliers de soignants ont été contaminés, et au moins trente d'entre eux sont morts. Pas un mot... Les mensonges se paient en termes de confiance.

Transfert des responsabilités de l'État aux communes

Dernière trouvaille dont personne n'a encore compris l'utilité, le classement des départements français en zones de couleurs. Rouge ou vert, on envoie les enfants

Retour au travail pour une partie des confinés



à l'école, les plus jeunes, ceux qui auront le plus de difficultés à se plier aux règles inapplicables préconisées. On relance « quoi qu'il en coûte » l'économie dans les zones rouges et le métro parisien, alors qu'on interdit plages et forêts. Autoritarisme jongle avec désengagement, on ouvre les écoles, mais sur la base du volontariat, l'École devenant tout à coup facultative ! Et aux

communes de faire face aux légitimes interrogations des parents, à l'organisation de la vie scolaire et à la charge morale et financière liée aux mesures sanitaires. La confiance dans la capacité du gouvernement à gérer cette crise ne cesse de baisser, laissant place à la sidération devant l'amateurisme gouvernemental. Plus l'incertitude grandit plus l'autoritarisme est de mise.

Déconfiner la démocratie

Contrôle des corps et restriction des libertés légitimés par l'argument sanitaire en prenant appui sur nos peurs. Casse du droit du travail par la loi d'urgence sanitaire, représentation nationale muselée, débat avorté, tronqué, ignoré. Ce qui conduit Laurence Cohen, sénatrice PCF à déclarer : « Les parlementaires ne sauraient être tenus responsables d'une politique décidée sans eux ». Un tel combat nécessite la confiance et l'implication de la population. La gestion de cette crise sanitaire n'est pas affaire d'experts, elle est l'affaire de tous. Chaque vie compte, plus que tout ! Il était impératif d'associer la société civile, les syndicats, partis politiques et élus locaux au plan de déconfinement, en sollicitant les compétences communes. On est loin du compte...

Evelyne Bordet

État d'urgence sanitaire et libertés individuelles

Covid-19. La prolongation de l'état d'urgence sanitaire et ses modalités sont loin de faire l'unanimité au Parlement.

L'état d'urgence sanitaire a été voté le 23 mars 2020 pour deux mois. Le gouvernement a jugé qu'une levée de l'état d'urgence le 23 mai était prématurée, la circulation du virus restant élevée. Mais pour le prolonger, il fallait un vote du Parlement. Le 5 mai, le Sénat a adopté le projet de loi en y apportant de nombreuses modifications. Ils ont notamment réduit la prolongation de l'état d'urgence au 10 juillet -et non au 24-, limité la responsabilité pénale des maires, encadré les mesures de quarantaine et souhaité un avis conforme de la CNIL avant la création d'un système de traçage des malades. Le 8 mai, les députés ont adopté le projet avec l'appui des élus LREM, du MoDem et de la majorité des UDI-Agir, malgré les vifs débats autour la création d'un système de partage des données

médicales des malades et de leurs contacts au nom des libertés individuelles. Le conseil constitutionnel aurait dû donner son aval avant le 11 mai. Cela n'a pas été le cas. La loi n'était donc toujours pas promulguée au premier jour du déconfinement.

Les droits de l'Homme sont-ils garantis ?

La commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), dès le 6 mai, a alerté sur les mesures de privation de liberté. Elle demande que les mesures d'isolement soient strictement encadrées et souhaite l'intervention systématique du juge judiciaire, gardien de la liberté individuelle. Elle s'inquiète du risque que le préfet soit habilité à contraindre à l'isolement les personnes identifiées. Mais elle s'inquiète particulièrement de la création de

nouveaux fichiers. D'une part parce que ces fichiers seront constitués sans le consentement obligatoire des personnes concernées et que les personnes susceptibles d'avoir été contaminées pourraient se voir imposer des traitements. D'autre part, parce qu'un nombre important d'organismes autres que médicaux sont habilités à y accéder et se pose la question du secret médical.

En tout état de cause, la CNCDH rappelle que l'état d'urgence doit être limité dans le temps et faire l'objet d'un contrôle effectif. « L'état d'urgence sanitaire doit demeurer un état d'exception et ne saurait devenir la règle », rappelle le président de la CNCDH. « Il a pour seul et unique objectif la restauration du fonctionnement normal des institutions dans le cadre du droit commun ».

A.-M. Delcamp



La LDH 66 à la rencontre de la communauté gitane de Perpignan.

Le virus, la peur et l'étranger

Covid-19. Dans les P.-O., la Ligue des droits de l'homme proteste, dans un communiqué, contre la recherche systématique d'un bouc émissaire. Extraits.

C'est avec force que la Ligue des droits de l'homme 66 tient à souligner qu'« avec la peur liée à l'épidémie revient partout dans le monde, avec force, cette barbarie, le besoin d'un bouc émissaire. Dans nos provinces, c'est le parisien qui est mis à cette place. A Perpignan, c'est le gitan, ce concitoyen présent depuis le XVe siècle, épinglé comme étranger de l'intérieur, qui remplit ce rôle de repoussoir ultime. Pourtant les gitans de Perpignan, malgré les rudes périodes de xénophobie sont aussi les représentants de la culture catalane, avec une identité propre qu'il serait bon de reconnaître, comme reconnaître que le virus ne choisit pas ses cibles et va là où bon lui semble, allant de préférence dans des quartiers vétustes, là où la promiscuité règne, tels le quartier Saint-Jacques et certains immeubles du Vernet ». Elle refuse « cette xénophobie ambiante qui ne peut être l'émanation de l'hospitalité catalane », et affirme qu'elle « sera toujours présente pour défendre la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables, ceci constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. »

M.D.

La gauche perpignanaise face à ses responsabilités

Municipales. Si des incertitudes demeurent sur l'avenir du processus électoral, le débat se poursuit notamment au sein de la gauche citoyenne et politique. Point de vue.

Comment se conclura la séquence des élections municipales 2020 ? L'interrogation n'empêche pas de tirer les enseignements d'un premier tour qui a acté le rapport des forces choisi par les Perpignans au soir du 15 mars : une extrême droite très forte, un maire sortant en difficulté, un macroniste qui ne perce pas et un score bas, trop bas, pour la gauche. Pour celles et ceux qui avant le scrutin en doutaient, c'est clair, la division à gauche a été mortifère et n'a bénéficié à aucune des deux listes, bien au contraire. La bataille des communistes de Perpignan dès 2018 pour parvenir à une liste unique à gauche afin d'être deuxième à l'issue du premier tour trouve ici toute sa pertinence. Pourtant, cette élection municipale a vu une dynamique inédite se construire avec la liste l'Alternative ! conduite par un binôme citoyen non encarté Caroline Forgues et Jean-Bernard Mathon. Une liste rassemblant à égalité citoyen.e.s et partis politiques de gauche (PCF, LFI, NPA, Génération.s, ERC, GDS) autour d'un projet de progrès social pour la ville fondé sur une vraie démocratie citoyenne. Les communistes ont pris toute leur part dans cette démarche nouvelle avec leur point de vue, leur expérience, tout en respectant le fonctionnement en assemblées citoyennes.

Un résultat décevant

Mais l'intérêt incontestable suscité par l'Alternative ! n'a pas donné lieu à une large mobilisation des électeurs et électrices de gauche. Les raisons de ce résultat décevant demandent à être analysées en profondeur. Parmi ces raisons, sans doute le fait qu'elle ait été, ainsi que ses propositions, peu identifiée, notamment dans



L'Alternative n'a pas obtenu une large mobilisation notamment dans les quartiers populaires.

les quartiers populaires. Quant à l'autre liste de gauche menée par Agnès Langevine, soutenue par EELV, le PS, le PRG, elle n'a pas provoqué le raz de marée écologique espéré. Ce premier tour laisse donc à gauche le goût amer d'une occasion manquée. Celle d'ouvrir une perspective nouvelle en débarrassant la ville d'une droite étouffante et en barrant la route à l'extrême droite. Sur ce dernier point, et en cas de deuxième tour en juin, ce sera la priorité des priorités pour les communistes. Plus que jamais aujourd'hui l'heure est au débat et surtout pas à la querelle stérile. S'il fallait recommencer l'élection en totalité, alors, et ce sera l'option des communistes, il faudra utiliser la richesse des apports citoyen et politique associés comme révélé avec l'Alternative !, et construire le rassemblement le plus large de la gauche et de l'écologie politique. La gauche doit savoir dépasser les divergences partisans et, cette fois, ne pas rater le coche !

Françoise Fiter et David Arabia
Candidats communistes de la liste l'Alternative !

Hauts cantons, la double peine ?

Transports. Réouverture annoncée de la RN 116 entre le 18 et le 22 mai.

Dans les journaux télévisés on anticipe déjà sur ce qui va se passer après le 11 mai. Les habitants des Pyrénées-Orientales devront attendre entre le 18 et le 22 mai pour pouvoir enfin se déplacer librement dans leur département. Et cela n'a rien à voir avec un quelconque virus. Depuis le 3 février la RN 116, véritable axe vital du département, est coupée au-dessus de Fontpédrouse suite à un éboulement. Ce dernier a eu des conséquences désastreuses sur la vie des habitants du Conflent, du Capcir et

de la Cerdagne. La ligne du Train Jaune était également fermée pour des travaux d'entretien.

C'est dans ces moments-là que l'on se rend compte qu'il est difficile de se passer d'un des deux moyens de transport qui irriguent cet axe, le train et la route. On peut difficilement dire que ce glissement de terrain, bouleversant la vie de villages entiers est la faute à « pas de chance ». On se rappelle le glissement de terrain survenu en 1999 au niveau de Thuès-les-Bains. On avait pu, à cette occasion, se rendre compte de l'import-

tance du Train Jaune pour la desserte des hauts cantons.

Un axe vital, mais mal entretenu

Malheureusement, ceci n'a pas servi de leçon. L'abandon des hauts-cantons a continué, les éboulements aussi malgré de nombreux travaux. En fait, doit-on parler d'entretien ou de « rafistolages » ? À cela s'est ajouté le confinement. « On a l'impression de subir la double peine » a déclaré Jean-Louis Alvarez, l'ancien maire de Fontpédrouse.

Les habitants du Capcir, de la Cerdagne et du Conflent ne demandent pas la lune. Ils veulent simplement une desserte sécurisée pour un axe économique vital du département. L'entretien des routes doit être considéré comme un investissement et non comme un coût à réduire. Les villages « d'en haut » ne veulent pas mourir. De moins en moins de services publics, une ligne de chemin de fer dont la SNCF veut se débarrasser, des routes qui s'effondrent, comment n'auraient-ils pas le sentiment d'être abandonnés ?

Eve Gerbault

En Català

Fronteres

- Ja hi tornem a ser amb les fronteres!

- Home, cadascú prova de tancar-se a casa seva i de procurar que els altres no hi entrin, i en aquest cas, lo que tothom no vol que entri a casa és el famós virus, cosa que se pot comprendre!
- És clar, mes el virus és com el núvol de Txernòbil, les fronteres, ell no les coneix pas.

- Si, mes avui n'hi ha prou posant una barrera amb un uniforme que vigila i ja està, per Txernòbil era difícil de barrar el pas d'un núvol.

- Segurament tens raó... lo que passa és que me fa mal aquesta regressió per passar el Pirineu, me recorda el temps d'en Franco, dels duaners i de la guàrdia civil... El goig que va ser quan vam poder travessar a noranta kilòmetres a l'hora, sense aturar-nos, com el vent...

- Si te pot distreure un poc, pensa amb lo que ha passat aquesta setmana al Pertús, quan els francesos van poder sortir i fer cent kilòmetres.

- No veig res de distraient en el fet que la gent es precipiti a comprar tabac...

- No perdis el teu sentit de l'humor: vull parlar dels embussos de trànsit que això va generar...

- ... I també el fet que el batlle del costat francès protesta perquè no vol que el seu poble esdevingui un nou clúster de l'epidèmia

- Jo penso que sobretot n'és fart que tothom aparqui a França i travessi el carrer per anar a fer compres a Espanya!

- Sí, ens pot fet somriure la situació. La veritat és que tancar la frontera en un lloc on quan canviés de vorera també canviés de país, no és gaire fàcil...

- Sempre hi ha la possibilitat de construir una paret com a Berlín... però el dia d'avui ningú ho pot imaginar, fora d'un Trump, és clar...

Finalment, d'una manera còmica, tot això ens recorda la qüestió fonamental de la frontera, que ens plantejaven fa un temps, enterament continguda en els mots: "Los Limites" o "Le Perthus", una barrera o un forat, un tancament o un passatge...

C&C

Mémoire. L'association « Les amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation » commémorent la victoire sur le nazisme.

Les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AMD- 66) partage la date du 8 mai avec nous. 75 ans après la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie, pour la première fois il n'y aura pas, pour cause de confinement, de commémorations publiques.

Depuis janvier 1945, date de la libération d'Auschwitz, par les troupes soviétiques

« ...l'Europe, lentement sent qu'elle va parvenir à se débarrasser du joug nazi.

En Grèce, en Yougoslavie, en Pologne, tout le monde espère la libération, la sent, la voit, l'appelle.

Les villes s'apprêtent à relever la tête: Paris se soulève, Varsovie aussi.

Les peuples crient, poussent, désirent la victoire... »

Laurent Gaudé, Nous, l'Europe, banquet des peuples

8 mai 1945 : capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie

« Ce 9 mai 1945, nous apprenons, par un commando extérieur*, la capitulation de l'Allemagne. Aucun signe d'allégresse : quelque chose de profond, de trop bouleversant pour que nous puissions l'extérioriser... Quand on découvre les camions de la Croix rouge suédoise, là seulement nous comprenons que c'est la libération et nous montons dans les camions le cœur gros car nous laissons derrière nous les camarades les plus malades, beaucoup ne reviendront pas. »

Génia Rousoff déportée au camp de femmes de Ravensbrück

8 mai 1945 : Capitulation sans condition de l'Allemagne nazie

« Finis les champs de bataille. Les bombardements. Les zones prises et reprises. Finis les mouvements de troupe. Les assauts. Finie la guerre chaude à gros bouillons de chair...

Combien de temps dure une guerre ?

Est-ce que la Seconde guerre mondiale s'est bien terminée en 1945 ?

Demandez aux Grecs pour qui la guerre civile va commencer... »

Laurent Gaudé

Le 8 mai 1945

Tandis que la France fêtait la victoire, son armée massacrait des milliers d'Algériens à Sétif et à Guelma (à Kherrata)

Mohammed Harbi pour le Monde diplomatique

Les amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation par la voix de Nicole Rey

* groupe de déporté.e.s sélectionnés pour effectuer des travaux à l'extérieur du camp.

100 ans du Parti communiste français

Une militante infatigable : Armande Maillet-Camo

Histoire de vie. Tout au long de sa vie d'enseignante, Armande Maillet-Camo fut une syndicaliste et une communiste engagée dans les luttes les plus âpres.

Née au Boulou en 1922, Armande Camo vécut son enfance à Cerbère où son père fut conseiller municipal ; elle fit ses études secondaires à Perpignan puis à Montpellier où elle obtint la licence de lettres classiques en 1946. Entre temps elle s'était engagée dans la résistance : ramenant par le train des documents au fond d'un thermos ou sillonnant les routes de Catalogne pour porter des messages cachés dans le guidon de son vélo. À la Libération, le maire de Perpignan, Félix Mercader lui rendit hommage en lui délivrant une attestation élogieuse. Sa licence de lettres obtenue elle enseigna à Béziers, à Montpellier puis au collège de Sète jusqu'à sa retraite, en 1962. Elle se maria en 1946 avec Robert Maillet, avec qui elle eut deux garçons. Ils adhèrent ensemble au PCF vers 1946-47 et Armande créa avec l'UJRF une petite chorale qu'elle amena à Berlin en 1951 pour un festival international de la jeunesse. En 1949, après la scission syndicale, Armande devint secrétaire du syndicat SNES du collège Paul-Valéry. En 1959 elle fut élue conseillère municipale de Sète et devint adjointe aux Affaires sociales. En 1968, elle représenta la FEN et elle intervint à ce titre dans les meetings à Sète tout en étant responsable de la commission enseignement de la section de Sète du PCF.

Fidèle jusqu'au bout à ses engagements pour la paix et la liberté

Dans les années 1950-1958, le PCF lui demanda si elle acceptait d'aller en Espagne pour chercher des camarades espagnols et leur faire passer la frontière clandestinement, ce qu'elle fit sans hésiter. Comme c'était un travail clandestin, elle n'en parla à personne, sauf à son mari, jusqu'à un jour de février 2009 où, en ayant témoigné elle s'entendit déclarer par un des assistants « Alors,



Armande Maillet-Camo avec sa jeune descendance

c'est vous qui m'avez sauvé la vie ». Pendant la guerre d'Algérie agissant en faveur de la paix elle occupa avec quelques camarades les voies de chemin de fer en gare de Sète afin de s'opposer au départ du contingent. Cela leur valut un procès, qui provoqua une manifestation devant le tribunal. L'amende à laquelle ils furent condamnés ne leur empêcha pas de poursuivre la lutte jusqu'en 1962. Jusqu'à sa mort en 2019 à 97 ans Armande demeura en contact avec Cerbère où vit sa sœur, continuant infatigablement à militer et à soutenir les justes causes.

Y.L.

On peut lire la biographie complète d'Armande Maillet-Camo, écrite par Jacques Blin, sur le Maitron (<https://maitron.fr>)

Le jour d'après... La philosophie de la lenteur

Le jour d'après, j'y ai pensé dès le premier jour du confinement. J'ignorais combien de temps cela durerait, mais suffisamment longtemps, en tout cas, pour faire naître en certain un sentiment de frustration et révéler les addictions qui accompagnent notre société de consommation outrancière. Il n'a pas fallu grand-chose à ceux qui se complaisent dans ce monde capitaliste, pour se ruer dans les grandes surfaces,

remplissant des cadis de tout sauf de l'essentiel. Ces derniers jours, les drives des fast-foods à peine réouverts, certains ont fait des queues de trois heures pour satisfaire leur appétit de consommateurs malades. Oui, la société est malade ! Non pas à cause du coronavirus, mais à cause de l'individualisme, de l'égoïsme et du désir de possession.

Un espoir cependant naît en moi, le covid-19, aura permis de ralentir. La phi-

losophie de la lenteur est une pensée venue d'Asie, (étonnamment comme le virus), il nous a obligé à réduire la cadence, nous recentrer sur nous-même, prendre davantage le temps de contempler ce petit monde qui nous entoure et en apprécier toutes les nuances.

Certains se seront éloignés de leurs habitudes de consommation pour découvrir les produits de proximité, d'autres auront pris plaisir à cultiver la terre, ou

partager un instant avec leurs proches par téléphone, en visio, car tout va trop vite !

Moi, j'ai observé les jours et les nuits, contemplé le ciel dégagé, respiré un air plus pur, observé les étoiles et rêvé... Rêvé à un lendemain plus serein, où chacun puisse trouver du bien-être, où la solidarité perdure et où le capitalisme perd.

Priscilla Beauclair

Le naufrage du secteur culturel

Culture. *Spectacles et festivals annulés, cinémas fermés, des milliers d'artistes et de techniciens se retrouvent sur le carreau.*

Depuis le début de la pandémie, le ministère de la Culture avait disparu des radars laissant à l'abandon tout un secteur central de la société. L'indignation grandissante des artistes, des intermittents et de tous les personnels a obligé Emmanuel Macron à prendre la parole le 6 mai dans un show médiatique dont il a le secret. Toujours plus à l'aise à rencontrer les premiers de cordée plutôt que les anonymes. Une annonce importante, la prolongation jusqu'à août 2021 des droits des intermittents. La CGT spectacle se réjouit de cette avancée qui « *démontre que la très large mobilisation collective a porté ses fruits.* » Et d'ajouter : « *Cette annonce ne permet pas de résoudre toutes les difficultés, notamment pour les*

nouveaux entrants, les personnes en rupture de droits, les personnes de retour de congé maternité ou longue maladie, les franchises. Nous agissons pour qu'elle soit concrétisée et complétée. Les artistes et technicien-ne-s intermittent.e.s du spectacle sont par ailleurs solidaires de tous les travailleurs précaires qui revendiquent des prolongations de droits et l'annulation de la réforme de l'assurance chômage. »

Rien ne garantit que l'après ne sera pas pire qu'avant

L'organisation syndicale a relevé le flou et le manque d'ambition des propositions. « *Nous attendons des annonces précises et chiffrées sur les efforts financiers*

qui seraient mis en œuvre pour faire face à la crise sans précédent. À l'exception de la dotation de 50 millions d'euros pour le centre national de la Musique, les annonces formulées n'ont pas été chiffrées et leur financement semble dépendre d'autres acteurs (collectivités territoriales, assurances, etc.). Des mesures ont été annoncées pour permettre d'assurer les tournages de cinéma et d'audiovisuel, il faudra en regarder la mise en œuvre. »

Une autre politique s'impose, celle qui se revendique de l'héritage de Jean Vilar : « *la culture, c'est comme l'eau, le gaz et l'électricité : un service public.* »

Jacques Pumaréda

Extinction de voix

Artistes. *Pertes de revenus, aides hypothétiques, le groupe musical Tryoland est touché de plein fouet par la crise du coronavirus.*

Depuis treize ans, le pétulant trio animé par Yolande Hernandi (contrebasse), Benjamin Borne (accordéon et piano) et Olivier De Deus (guitare), affriole le public avec ses propres compositions et ses reprises personnalisées. Yolande, porte-parole du groupe exprime son désarroi.

Le confinement est-il un moment privilégié pour composer ?

Le confinement n'est pas un privilège, même s'il est vrai que je continue de composer. Cela aurait pu être une période propice pour la création mais la privation de liberté contraint nos esprits à l'abrutissement, à la somnolence. Il y a une saturation d'informations, il est difficile pour moi de créer avec le stress que cela génère.

Comment voyez-vous la reprise ?

Cette reprise m'angoisse. Je ne sais pas du tout comment cela va se passer. Nous sommes impactés par cette crise sanitaire car tout est enchevêtré et prolonger les droits des intermittents uniquement pendant la période de confinement est insuffisant.

Le statut d'intermittent est-il protecteur ?

Le groupe Tryoland sur scène à Cabestany.



Le statut d'intermittent est une assurance chômage créée en 1936. Depuis, il y a eu beaucoup de luttes pour que perdure cette assurance chômage. Le statut actuel n'est pas adapté à la crise économique. Il va nous falloir, en un minimum de temps, faire un maximum de cachets ce qui est quasiment impossible, les plus précaires vont être éliminés. Seuls les artistes de renom ou faisant partie d'une grosse structure survivront !

Pensez-vous bénéficier des aides annoncées par le ministre de la Culture ?

Je n'y crois pas du tout. Lorsqu'on demande des aides, il y a toujours des astérisques qui t'expliquent que tu ne rentres pas dans les cases. Néanmoins, tous les chômeurs ayant encore des droits avant le confinement, bénéficient d'allocations-chômage jusqu'à la fin du confinement. Après on ne sait pas quelles seront les portes de secours pour tous les sacrifiés !

Le gouvernement est complètement dépassé par cette crise, je ne pense pas qu'il arrive à régler les problèmes vitaux du peuple, vu la politique d'austérité qu'il a menée jusqu'à présent. Il est de notre devoir d'informer la population et nos dirigeants de nos difficultés et nos besoins pour survivre.

Quel est l'avenir de Tryoland ?

Je ne connais pas la suite de cette crise. J'avance à l'aveugle sur un sol incertain et instable. L'avenir du trio dépend surtout de notre survie individuelle en tant que musicien-artiste. Allons-nous pouvoir continuer à vivre individuellement de la musique ? Là, c'est le flou artistique !

Propos recueillis par Ray Cathala

Des vies dans l'histoire

Livre. *Découvrir Pierre Darrhéville écrivain dans un roman qui met en scène des familles ouvrières en terre gardoise dans la douloureuse période de la seconde guerre mondiale.*



Pierre Darrhéville n'est pas seulement député ou dirigeant communiste, il écrit, et bien. A son actif, plusieurs essais, nouvelles et romans, dont le dernier *S'il faut partir...*. Dans ce livre, il s'attache à l'impact de l'histoire sur la sphère familiale, et comment il traverse les générations.

Au cœur du roman, deux couples, Éliette et Eugène, Giulia et Émile, que le lecteur découvre sur une vieille photo, comme s'il feuilletait un album de

famille. Cette photo retrouvée est pour un petit fils l'occasion de remonter le temps, de reconstituer l'histoire. L'occasion d'éprouver la fierté de son appartenance à une lignée de gens ordinaires, dignes et courageux dans les épreuves.

Quand Éliette rencontre Eugène, ils travaillent tous deux aux chemins de fer, Eugène a pu quitter sa condition de mineur dans la région d'Alès, la seconde guerre mondiale approche. Giulia est fille de l'exil, c'est dans le nord-est qu'elle croise Émile, bûcheron, la guerre commencera par les séparer. Les hasards de la vie amèneront les deux couples à se retrouver en famille.

Au cœur des personnages

Mais là n'est pas la dimension essentielle du livre, elle est dans ce que traversent ces femmes et ces hommes, leurs mères, leurs frères. D'abord la condition ouvrière, l'exploitation, mais aussi le racisme face à l'immigré venu d'Italie, les tragédies qu'il a pu générer. Puis la guerre qui détruit les familles, un fils prisonnier, un autre au STO, la détresse des mères, des épouses... Pierre Darrhéville décrit avec beaucoup de précision ces réalités pas forcément bien connues, ces souffrances, leurs séquelles. Mais ce qui est formidable et particulièrement émouvant dans ce livre, c'est la proximité qu'il instaure avec ses personnages. Ces femmes et ces hommes, on a l'impression de les connaître tant ils font partie de notre histoire.

N.G.

Pierre Darrhéville, *S'il faut partir...* éditeur J.-M. Desbois, 16,90€.

Une parole qui fait du bien

Les temps bousculent les consciences : ils sont propices aux interrogations, à quelques éclairs de lucidité et sans doute aussi pour les plus téméraires, ou les plus craintifs, à des remises en cause, à des aggiornamenti ou à des ruptures plus radicales. La presse bruisse ainsi de propos personnels, collectifs qui, à la lumière du corona qui nous tombe sur le coin de la figure, disent le pourquoi, le comment, ce qu'il n'aurait pas fallu faire, ce qu'il est aujourd'hui urgentissime de faire enfin. Ils stigmatisent souvent une



insouciance coupable. Ils déplorent les attermoissements, l'incapacité du gouvernement à prendre l'exacte mesure de la situation et remercient chaleureusement tous ceux qui des hôpitaux aux impératifs collectifs du quotidien font face. Très souvent la tonalité de ces propos insiste sur les souffrances imposées à une nature qui n'en peut plus et qui, à travers le covid, voudrait nous lancer un avertissement. Comme souvent, chacun voulant raconter la sienne, avec la haute idée de la légitimité de ce qu'on pense, ces déclarations ont surtout de l'intérêt pour ceux qui les profèrent.

Des perles

Mais, il peut y avoir quelques perles, quelques éclairs fulgurants, quelques moments où on aura l'impression d'entendre une parole qui nous enrichit. Ce ne sera pas dans la petite ou grande lucarne de la télé qui n'a de cesse de gloser sur le discours gouvernemental à des fins anesthésiantes et/ou effrayantes. Internet peut apporter des paroles qui ne nous laissent pas indifférents. Les déclarations de Vincent Lindon mises en ligne par Mediapart sont de cet ordre-là. C'est sans doute pour cela, parce qu'elles peuvent déranger, que les canaux médiatiques officiels restent très

discrets. On les comprend. Ecoutez-les.

Pas un trublion

Le Vincent n'est pas un trublion : un de ses derniers grands rôles avait été celui d'un chômeur dans « *La loi du marché* » qui lui avait valu un prix d'interprétation à Cannes, mais il est issu de la haute, comme on dit, et ses amours l'ont conduit à fréquenter les pouvoirs. Il a soutenu Bayrou, puis François Hollande. Aujourd'hui il dézingue sans sommation Macron et sa bande.

Il part de la difficulté du système de santé à faire face à la pandémie, des dégâts subis à cause de l'imposition aux hôpitaux d'une rentabilité maximale, à la surdité du pouvoir devant les luttes des personnels. Il lie cette politique aux privatisations à tous crins menées avant Macron et avec Macron. Vendre ce qui fait la richesse du pays ! Il dénonce la dérive monarchique du régime et rappelle cette affirmation éclairante de l'impérialiste monarque : « *Dans la politique française, l'absent est la figure du roi dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort* ».

Changer le système

Il revient sur les coups portés au droit

du travail, aux allocations chômage et à tous les cadeaux à « ceux qui n'ont besoin de rien ». La politique de la carotte et du bâton est stigmatisée, tout comme l'incapacité à prendre la mesure des choses face à l'épidémie et le recours au mensonge, comme dans l'épisode des masques. L'organisation du déconfinement ne trouve pas grâce à ses yeux.

Il plaide pour changer le système, au profit de ceux pour qui les « lendemains ne chantent pas ». Contre les inégalités, il propose pour les plus riches une contribution exceptionnelle qu'il appelle taxe « Jean Valjean ». Il veut faire honte aux exilés fiscaux. Il veut réparer notre démocratie, en instituant de vrais contre-pouvoirs, en responsabilisant les élus, comptables de leurs actions et en sanctionnant les formes avérées de corruption politique.

Et cerise sur le gâteau, il veut la plus juste des rémunérations pour tous ceux qui choisiront de servir la collectivité. De façon à avoir les meilleurs.

Que du bon sens ! Enfin !

En ces temps troublés la rencontre d'une belle personne fait du bien. Profitons-en...

Jean-Marie Philibert

Actu vu par

DELGE

Déconfinement : les coiffeurs débordés



Oral du Bac de Français : les enseignants invités à être compréhensifs

